

Communiqué de presse du Front de Gauche 17

Le Gouvernement vient d'annoncer 5 milliards supplémentaires de réductions de dépenses publiques par an et de présenter le projet de loi relatif à la prétendue sécurisation de l'emploi.

Face à l'austérité imposée, le Front de Gauche entend opposer la solidarité et un nouveau type de progrès humain et écologique.

Par sa campagne nationale « *L'alternative à l'austérité, c'est possible* », le Front de Gauche crée les conditions politiques pour que le peuple s'en mêle et apporte des éléments de réponse en termes de perspectives stratégiques.

En Charente-Maritime, les initiatives du Front de Gauche se multiplient avec l'organisation d'Assemblées Citoyennes qui donnent la parole au peuple. Dans cette dynamique, la coordination du Front de Gauche en Charente-Maritime s'est réunie le 7 mars, en présence de toutes les organisations politiques du département la composant (Parti Communiste Français, Parti de Gauche, Gauche Unitaire, République et Socialisme, Convergences et Alternatives, la Fédération pour une Alternative Sociale et Ecologique).

Le Front de Gauche 17 appelle à ce que l'accord national interprofessionnel (ANI) signé le 11 janvier 2013 ne soit pas retranscrit dans la loi. Cet accord illégitime constitue, en effet, un recul social majeur, qui ne fera qu'aggraver la précarité des salariés, retraités et privés d'emploi.

Le Front de Gauche 17 a décidé d'interpeller chacun des députés du département composant la majorité et de les rencontrer afin qu'ils ne votent pas le projet de loi présenté par le Gouvernement.

Le Front de Gauche 17 soutient également les actions menées par les associations et syndicats engagés dans la lutte contre l'austérité et appelle à signer la pétition « *Un ANI qui nous veut du mal* ».

Le Front de Gauche 17 s'adresse, au-delà des composantes du Front de Gauche, à toutes celles et tous ceux qui, à gauche et dans le mouvement social, souhaitent une politique en rupture avec la financiarisation de la société.

Le Front de Gauche 17 invite donc tous les citoyens, associations et syndicats à venir débattre au cours de la réunion publique départementale du 11 avril à 19h00 au Palais des Congrès de Rochefort, pour construire une alternative à l'austérité.

